

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 27 juin 2024

Zoom sur : Lancement d'un ETF « responsable » par Amundi et le FLAR.

Amundi, le plus grand gestionnaire d'actifs en Europe et filiale du groupe bancaire mutualiste français Crédit Agricole, a conçu l'Amundi Global Corporate SRI 1-5Y Highest Rated UCITS ETF en partenariat avec

Amundi

ASSET MANAGEMENT

le Fonds Latinoaméricain de Réserves (FLAR). Amundi est par ailleurs leader européen des ETF (*Exchange Traded Funds*). Cet ETF a été conçu pour aider les Banques centrales à atteindre leurs objectifs d'investissement responsable, et répond aux besoins des Banques centrales en termes de transparence, diversification et performance, tout en maintenant un faible écart de suivi. Pour être inclus dans cet ETF, les entreprises émettrices d'obligations doivent être parmi les mieux notés, avec une note de crédit minimale de A- et une note ESG de MSCI de BBB ou plus. La méthodologie inclut également d'autres exclusions liées aux critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance).

Le FLAR a pour objectifs de soutenir les balances des paiements de ses membres en fournissant des prêts, d'améliorer les conditions d'investissement pour les réserves internationales de ses membres, et de contribuer à l'harmonisation des politiques de change, monétaires et financières dans la zone.

Fidel Jaramillo, secrétaire général de FLAR, a souligné l'engagement de l'organisation envers les investissements durables, en collaborant avec Amundi pour devenir l'investisseur initial de cet ETF orienté ESG. Cette initiative comble des lacunes du marché et promeut l'investissement responsable.

Les membres de FLAR incluent les banques centrales de plusieurs pays d'Amérique Latine, tels que la Bolivie, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela.

Bolivie

La Bolivie enregistre un excédent commercial après sept mois de déficit.

En avril 2024, la Bolivie a enregistré une balance commerciale excédentaire de 4,5 M USD, après sept mois consécutifs de déficit (septembre 2023-mars 2024). **Le directeur de l'Institut national des statistiques (INE), Humberto Arandia, a indiqué que l'excédent commercial s'explique par l'augmentation des exportations qui, en avril 2024, ont atteint 804 M USD (+25 % par rapport au mois précédent) et les importations se sont élevées à 799 M USD (-2 % par rapport à la même période).** Cependant, les exportations de janvier à avril 2024 ont atteint 2,7 Md USD, soit une diminution de 923 M USD par rapport à la même période de l'année précédente. Pour sa part, le directeur de la Chambre Nationale des Exportateurs (Caneb), Marcelo Olguín, a déclaré que la baisse des importations peut être due au manque de devises en dollars que connaît la Bolivie. Par ailleurs, les exportations d'hydrocarbures continuent de chuter (-21 %) avec la baisse de la production de gaz naturel, et les exportations d'or métallique ont également diminué (-73 %) en raison de l'application par la BCB de réglementations visant à renforcer ses réserves internationales.

Le gouvernement annonce un déficit budgétaire de près de 11 % en 2023, le plus élevé depuis le début du mandat de Luis Arce.

Le ministre de l'économie, Marcelo Monténégro, a indiqué que le pays clôturait l'année 2023 avec un déficit budgétaire proche de 11 %, soit le plus élevé du gouvernement de Luis Arce, selon les données officielles. **Avec ce résultat, la Bolivie enregistre dix années consécutives de déficit budgétaire, le plus élevé (12,7 %) ayant été enregistré sous le gouvernement de Jeanine Áñez au cours de la première année de la pandémie de coronavirus.** Avec Arce à la présidence de l'État, le déficit public est tombé à 9,3 % en 2021 et à 7,1 % en 2022 ; cependant, l'année dernière, il a atteint presque 11 % alors que la loi de finances avait prévu 7,5 %. Pour 2024, la loi de finances prévoit un déficit budgétaire de 7,8 %.

Colombie

Une nouvelle coupe budgétaire de 14,6 Md USD annoncée par le gouvernement.

Le gouvernement colombien a annoncé une coupe budgétaire de 14,6 Md USD pour l'année en cours afin de se conformer à la règle budgétaire. Ce montant dépasse largement l'objectif initial de réduction de 4,8 Md USD fixé par le Ministère des Finances par 0766 le 20 juin 2024. Cette rigueur budgétaire vise à pallier la forte hausse du service de la dette et le faible recouvrement des impôts.

Les nouvelles réductions budgétaires par secteur n'ont pas encore été officialisées, mais selon le décret initial, 67 % (3,2 Md USD) des coupes concernaient les dépenses de fonctionnement et 33 % (1,3 Md USD) les dépenses d'investissement. Ainsi, des ajustements ont affecté des dépenses telles que celles liées à la présidence (152 M USD), au département national de planification (106 M USD) et aux projets d'investissement du Département Administratif National de Statistique (DANE) (4 M USD). Malgré ces mesures, le gouvernement assure que les investissements sociaux essentiels, notamment dans l'éducation, la santé et la défense, ne seront pas affectés.

Les premiers chiffres de l'exécution budgétaires en 2024.

Le secteur des Mines et de l'Énergie a enregistré le taux d'exécution budgétaire le plus élevé depuis le début de 2024, atteignant 51 %, suivi par les secteurs de la Santé avec 45,5 % et de l'Éducation avec 45,4 %. Cependant, la moitié des 32 secteurs du budget affichent un taux d'exécution inférieur à 30 %, parmi lesquels l'agriculture et le développement rural (11,8 %), la Présidence de la République (8,7 %) et les Sports et loisirs (8,3 %) sont les moins exécutés.

Le retrait du FEPC sur l'essence pourrait coûter 1,2 % du PIB en activité économique à la Colombie.

Le Fonds de stabilisation des prix des carburants (FEPC) sur le diesel permettra aux ménages de réaliser une économie budgétaire de l'ordre de 1,2 % du produit intérieur brut (PIB) en 2024, en poursuivant sa politique de stabilisation des prix des carburants. Cependant, le maintien du FEPS sur le diesel a

déjà engendré un déficit de 5 Md USD, incitant le ministère de l'Économie et des Finances à reconnaître la nécessité imminente de démanteler intégralement cette subvention. Celle-ci crée par ailleurs un déséquilibre significatif entre le prix de l'essence, vendue à 167 USD au-dessus de son prix de parité internationale, et celui du diesel, maintenu considérablement en dessous de ce même prix. Malgré ces constats, aucun consensus n'a encore été atteint avec les syndicats des transports, qui s'opposent fermement à toute modification des prix, craignant une hausse des coûts, du fret et, par conséquent, de l'inflation.

Les conséquences climatiques du phénomène La Niña totaliseraient 4,8 Md USD.

Carlos Carillo, directeur de l'Unité nationale pour la gestion des risques de catastrophes (UNGRD), a averti de l'imminence du phénomène climatique *La Niña* (saison des pluies). **Les conséquences potentielles de ce phénomène climatique pourraient affecter plus de 1 083 municipalités et engendrer des pertes estimées à 4,8 Md USD.** Il a également annoncé que cette unité, sous la direction du président Gustavo Petro, a approuvé à l'unanimité un plan national de gestion des risques, visant à préparer le pays à affronter les catastrophes découlant de la crise climatique. **L'investissement prévu pour ce plan s'élève à 4,3 Md USD, principalement axé sur l'éducation et la collaboration public-privé.**

Le taux d'informalité en Colombie, s'élevant à 47 %, est parmi les moins élevés de la région.

Une étude menée par Ipsos et Credicorp, publiée cette semaine, révèle que plus de 70 % des emplois créés dans la région LATAM entre 2020 et 2021 étaient informels. Dans cette région, les micros, petites et moyennes entreprises représentent 99,5 % des entreprises et 60 % de l'emploi formel. **Les taux d'informalité les plus élevés se trouvent en Bolivie et au Pérou (69 %) et en Équateur (57 %), tandis que la Colombie (47 %) et le Chili (36 %) affichent des taux de formalisation relativement plus élevés.** En Colombie, seulement 28 % des travailleurs informels ont accès à au moins un produit de crédit, contre 51 % des travailleurs formels. De plus, l'accès aux comptes d'épargne ou courants reste limité pour les travailleurs informels, avec seulement 32 % d'entre eux en possession de tels produits. Selon le Conseil Privé de Compétitivité (un centre d'analyse), un

travailleur formel est cinq fois plus productif qu'un travailleur informel.

Rebond de la croissance économique à 5,5% g.a. en avril, porté par le secteur primaire.

Selon le DANE, en avril 2024, l'économie colombienne a rebondi avec une croissance de 5.5% en glissement annuel, marquant un net contraste avec le recul de -1.5 % enregistré le mois précédent. Ce regain a été principalement porté par le secteur primaire, affichant une croissance notable de 10.2 %, et les services avec une augmentation de 5.1 %. De plus, le secteur de la construction a montré des signes positifs, enregistrant une hausse de 8.9 % dans la production de béton, soutenue par une augmentation des licences de construction résidentielles et non-résidentielles.

Sur les quatre premiers mois de 2024, l'activité économique a augmenté de 1.9 % g.a, principalement grâce aux secteurs primaires (récupération post-Niño et baisse du prix des entrants) et tertiaires. Les prévisions pour mai indiquent une croissance continue avec une estimation de +1.1% g.a, préparant ainsi le terrain pour un PIB en hausse de 2.1 % g.a au T2.

Equateur

Le décret 311 régulant l'utilisation de gaz naturel a été promulgué.

Le Président Noboa a promulgué le décret 311 permettant la régulation des activités impliquant la commercialisation, le stockage, l'industrialisation, le transport et l'importation de gaz naturel. Ce décret permet aux acteurs privés, locaux ou étrangers, de développer des projets consommateurs de gaz naturel ou des projets de production de gaz (l'Équateur dispose de réserves *offshores* de gaz) dans un contexte de crise énergétique. Actuellement la consommation de gaz en Équateur représente seulement 2 % du mix énergétique.

L'oléoduc OCP est provisoirement à l'arrêt.

Le phénomène d'érosion « régressive » qui touche les zones de passage de l'oléoduc OCP, accentué par les fortes pluies de ces dernières semaines, a contraint à la fermeture provisoire de l'oléoduc qui transporte 40 % de la production pétrolière équatorienne, qui provient essentiellement du champ ITT. **La fermeture de l'oléoduc a provoqué une baisse**

de la production pétrolière de près de 100 000 barils par jour

Guyana

ExxonMobil envisage un septième projet pétrolier au Guyana.

ExxonMobil, société pétrolière étatsunienne, envisage son septième projet pétrolier au Guyana, dénommé *Hammerhead*, qui pourrait atteindre une production de 180 000 barils par jour d'ici 2029, sous réserve de l'approbation du gouvernement guyanais. La compagnie a déposé une demande d'autorisation environnementale pour cet investissement, évalué à plusieurs milliards de dollars, visant à augmenter la capacité de production totale du pays à près de 1,5 million de barils par jour, une quantité comparable à celle du Nigeria, membre de l'OPEP. Si le projet est approuvé d'ici mi-2025, Hammerhead permettra à Exxon de maintenir son rythme de lancement d'un nouveau projet au Guyana environ tous les 18 mois, confirmant ainsi la robustesse des ressources découvertes dans le bloc Stabroek.

Pérou

BCRP : les recettes d'impôt sur le revenu ont augmenté de +7,5 % g.a. en mai 2024.

Selon la Banque Centrale du Pérou (BCRP), les recettes de l'impôt sur le revenu ont augmenté de 7,5 % en mai 2024 par rapport au même mois de l'année précédente. **Les recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ont augmenté de 3,8 % en glissement annuel, ce qui correspond à l'augmentation de la masse salariale entre avril 2023 et avril 2024.** Par ailleurs, le BCRP a indiqué que la masse salariale formelle a augmenté de 9 % en avril 2024 par rapport au même mois de l'année précédente. Cette progression s'explique par l'augmentation des emplois et la hausse des rémunérations.

Le conseil d'administration de Petroperu approuve des mesures sans précédent pour le redressement de l'entreprise.

Le conseil d'administration de PetroPerú (entreprise publique responsable du transport, raffinage, distribution et commercialisation de carburants), a approuvé une série de mesures visant à restructurer et à sauver l'entreprise,

selon son président, Oliver Stark, pour la période 2024-2025. Parmi les mesures mises en œuvre figurent l'embauche d'un administrateur privé pour la compagnie, la réduction d'un tiers du personnel et la récupération des terminaux maritimes. Le président Oliver Stark a précisé que tout le personnel serait transféré du siège de Lima à la ville de Talara, où se trouve la principale raffinerie du pays, à l'exception des services juridiques et des achats. Une autre mesure importante est l'embauche d'une société privée pour assurer le management de Petroperu en tant que Chief Transformation Office (CTO).

Venezuela

Les détenteurs d'obligations internationales du Venezuela engagent des conseillers juridiques pour la restructuration.

Le 29 janvier, après la disqualification de plusieurs candidats de l'opposition, le cabinet d'avocats d'affaires international Orrick, Herrington & Sutcliffe **a été engagée par un groupe d'investisseurs détenant des obligations internationales émises par le gouvernement du Venezuela et certaines de ses entités publiques (*Petroleos de Venezuela et Electricidad de Caracas*) en vue de la possible restructuration de la dette vénézuélienne.**

Selon Reuters, le gouvernement du Venezuela et ses compagnies publiques, en défaut depuis 2017, ont une dette internationale d'environ 60 Md USD. Bon nombre de ces obligations se négocient à quelques centimes par USD émis depuis le défaut de paiement de 2017. Un potentiel passif de plus de 10 Md USD pourrait également exister dans le cadre des expropriations sous Chavez.

Le Venezuela se voit de nouveau contraint à exporter son pétrole hors des regards internationaux pour fournir ses clients.

Suite à l'expiration de la Licence LG44a, la compagnie pétrolière nationale publique vénézuélienne PDVSA a commencé à utiliser des pétroliers qui naviguent hors des radars pour approvisionner Cuba. Ils exportent

également de cette façon vers des destinations asiatiques pour décharger le volume restant, selon les documents d'expédition de la société. Depuis le début de l'année, le Venezuela a fourni 27 000 bpj à Cuba contre 51 500 bpj pour la même période en 2023.

Cendas-FMV : le panier alimentaire en mai s'établi à 547,13 USD.

Oscar Meza, directeur du Centre de documentation et d'analyse sociale de la Fédération vénézuélienne des enseignants (Cendas-FVM) a déclaré que le panier alimentaire familial pour mai 2024 s'est établi à 547 USD, une augmentation de +0,9% par rapport au mois d'avril. **La variation cumulée depuis le début de l'année atteint +7,8 %, et + 55,4 % en g.a.**

L'assemblage de véhicules au Venezuela a augmenté en 2024 pour atteindre 1 245 voitures, contre seulement 14 au cours des cinq premiers mois de 2023.

Omar Bautista, président de la Chambre vénézuélienne des constructeurs automobiles (Favenpa), a toutefois déclaré que 1 189 unités (soit 95,5 % des véhicules assemblés) étaient semi-assemblées, sans l'utilisation de pièces nationales. **M. Bautista a indiqué que les ventes ont augmenté de +60 % par rapport aux chiffres de 2023, soit 4 279 véhicules vendus sur les cinq premiers mois de 2024 (+230 vs. 2023).**

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB prix courants (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023	2024 e	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,1	49,3	2,5	1,6	-5,6	86,6	120	-2	4,8
Colombie	51,9	386,1	0,6	1,1	-3	54,4	91	-3	5,3
Equateur	18	121,6	2,3	0,1	0,9	n.a.	83	+12	1,5
Guyana	0,8	21,2	33	33,9	22,8	31,1	95	+13	3,5
Pérou	34,5	282,4	-0,6	2,5	-1,1	33	87	-3	2,4
Suriname	0,62	4,3	2,1	3	2,1	87,9	124	-25	14,2
Venezuela	29,7	102,3	-0,6	4,5	4,7	n.a.	119	+1	159,9
Argentine	45,6	604,3	-1,6	-2,8	0,9	86,2	48	-1	149,4
Brésil	204	2 331,3	2,9	2,2	-1,3	86,7	89	-2	3,79
Chili	19,6	333,77	0,2	2	-3,9	40,5	44	-2	3
Mexique	127,9	2 017	3,2	2,4	-0,7	55,5	77	+9	3,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Olympe MAHE

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr